

FORUM ECONOMIQUE DE POLYNESIE FRANCAISE

DES 11 ET 12 OCTOBRE 2016

mardi 11 octobre 2016 à 9h00 – hôtel le Méridien - Tahiti

DISCOURS DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE

Monsieur le Président de la Polynésie française,

Monsieur les représentants à l'Assemblée de Polynésie française,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprise et acteurs économiques,

Mesdames et Messieurs les représentants des services du Pays et de l'Etat,

Mesdames et Messieurs, chers amis,

C'est pour moi un plaisir que d'être présent aujourd'hui à l'occasion de l'ouverture de ce premier forum économique de Polynésie française, organisé sur deux jours, avec pour thème la refondation de l'économie polynésienne.

La refondation de l'économie polynésienne, c'est un très vaste sujet, qui présente des enjeux et facettes multiples, ayant trait à l'économie numérique, à l'économie verte, à l'économie bleue, à l'économie circulaire, au tourisme dans le Pacifique, pour n'en citer que quelques-uns. Autant de questions qui feront l'objet de conférences-débats aujourd'hui et demain, qui seront des sources d'échanges et d'enrichissement.

Je voudrais dresser rapidement devant vous un bref état des lieux de la situation économique de la Polynésie française, avant d'aborder dans un second temps les enjeux et perspectives qui me semblent la caractériser pour l'avenir.

La situation économique de la Polynésie française est nettement en cours d'amélioration.

Les chiffres sont à cet égard sans ambiguïté. La croissance économique du *fenua*, à 1,7 % en 2015, dépasse celle observée à l'échelle nationale. Ce bon résultat se confirme cette année. L'investissement est le principal moteur de la croissance, qui est également soutenue par la bonne tenue de la consommation des ménages, qui croit de 1% en volume en 2015, après 0,3% en 2014. Le climat des affaires demeure favorable, et ce dans la plupart des secteurs économiques. L'emploi salarié semble quant à lui se stabiliser.

On le voit notamment s'agissant du tourisme, l'un des thèmes de l'événement qui nous réunit ici, en particulier pour sa composante chinoise. C'est, vous le savez, la première activité du territoire et sa principale exportation. Ce secteur rassemble plus de 2 700 entreprises et emploie plus de 16 % des effectifs salariés. Il connaît une forte croissance en 2016 et génère annuellement un chiffre d'affaires de 125 milliards de francs Pacifique. Au mois de juin dernier, la fréquentation touristique a progressé de 3,3 % par rapport à juin 2015 et la fréquentation hôtelière a augmenté de 6,2 %. Sur l'ensemble du premier semestre 2016, la Polynésie a accueilli 91 500 touristes, soit une progression de près de 8 % par rapport à l'année précédente. Cette tendance est confirmée sur les 7 premiers mois avec 111 000 touristes ; je remarque à cette occasion que le nombre de touristes originaires d'Asie a progressé de 23,7 %, ce qui donne donc tout son sens au prochain débat qui aura lieu cet après-midi.

C'est le signe que les choix économiques du Pays sont porteurs de résultats et que la crise est derrière nous. Quelles sont donc les perspectives des prochaines décennies ?

Il me semble qu'une telle reprise économique, durable et inclusive au *fenua*, devra reposer, à long terme, sur des fondamentaux solides, et d'abord sur une politique budgétaire équilibrée, qui suscite la confiance. C'est aujourd'hui le cas avec, je le rappelle, une dette du Pays notée BBB-, hors zone spéculative, par *Standard and Poor's*. Cette confiance est méritée, avec un budget général de la Polynésie française excédentaire en 2015. La reprise nécessite également une fiscalité attractive qui favorise les investissements productifs, notamment étrangers, ainsi qu'une politique éducative et de formation professionnelle qui augmente le niveau de capital humain des actifs et futurs actifs. A cet égard, il est prévu le renouvellement de la convention d'éducation décennale qui lie le Pays à l'État, pour la période 2017-2027. Elle sera signée par Madame la Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Najat VALLAUD-BELKACEM, lors de son déplacement à Papeete du 20 au 24 octobre prochains. L'éducation, c'est primordial dans l'économie de la connaissance et du numérique. Enfin, une reprise solide aura besoin d'une politique de l'emploi efficace.

Ce dernier point est essentiel. Il ne pourra y avoir de reprise durable sans de fortes créations d'emplois, qui favoriseront à leur tour la consommation et l'investissement, donc la croissance. La Polynésie française ne peut se passer du potentiel de dynamisme que représente le cinquième ou le quart de sa population active. C'est un enjeu fort pour la jeunesse du *fenua*, y compris sur le plan social, alors que le taux de chômage par rapport à la population active est, en Polynésie française, le double de la moyenne nationale. A cet égard, les mesures annoncées par le gouvernement de Polynésie française s'inscrivent dans la réponse à ce défi par des annonces d'augmentations substantielles des politiques d'aide à

l'emploi.

Face à ces enjeux, si les leviers de politique économique sont une compétence du Pays, l'État peut jouer un rôle d'accompagnateur. On le voit par exemple avec la commande publique, qui est à l'évidence un levier fort pour l'économie de la Polynésie française, en contribuant à l'augmentation du PIB du territoire. En 2014, l'investissement public représentait ainsi 6,7 milliards de francs Pacifique supplémentaires injectés dans l'économie locale. Si l'on ajoute à ces chiffres les consommations intermédiaires des administrations publiques, on prend toute la mesure du poids de la commande publique dans l'économie du *fenua*, toutes institutions confondues.

Il me faut aussi citer le cas des politiques de défiscalisation. L'État a mis en place depuis 1986 un dispositif national d'aide fiscale à l'investissement outre-mer, qui permet à des contribuables métropolitains de bénéficier d'une réduction d'impôt pour un investissement réalisé sur le territoire dans des secteurs prioritaires. Cela profite en premier lieu aux habitants de Polynésie française, qui occupent les logements en question ou bénéficient des infrastructures réalisées. C'est aussi un levier important pour la création d'emplois au plan local, dans le secteur du bâtiment et de la construction notamment.

Autre exemple : celui des financements que nous apportons à des associations, comme celle pour le droit à l'initiative économique (l'ADIE), soutenue par l'État à travers une convention de financement de 24 millions de francs Pacifique, signée en août 2016. Elle octroie des micro-crédits aux entrepreneurs en difficulté n'ayant pas ou très peu accès au crédit bancaire classique pour s'équiper. Depuis 2009, date de son implantation en Polynésie française, les mesures de soutien de l'ADIE ont permis d'aider 3 000 petits entrepreneurs. Il faut se féliciter de ce succès collectif, auquel l'État et d'autres acteurs ont contribué par leurs financements. Et cet accompagnement ciblé continuera à l'avenir. On le voit avec

l'examen actuel du projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer, qui sera adopté d'ici à la fin de l'année 2016, et dont la convergence économique sera l'un des objectifs majeurs.

Au final, la Polynésie française possède bien des atouts pour réussir dans la mondialisation. Elle peut miser sur ses avantages comparatifs, qui sont nombreux : un climat et un patrimoine naturel qui en font une destination touristique de choix, ainsi qu'un secteur primaire présentant des atouts, notamment sur le plan des ressources halieutiques. Plus largement, le secteur de l'économie bleue, qui est l'un des thèmes de discussion du forum, sera primordial dans un territoire dont les eaux couvrent plus de 5,5 millions de kilomètres carrés de zone économique exclusive (ZEE). En 2015, hors tourisme, l'économie maritime a d'ailleurs généré un chiffre d'affaires estimé à 47 milliards de francs Pacifique, ce qui est considérable.

Le tourisme est aussi, bien évidemment, un secteur clef. Favoriser le tourisme, cela impliquera sans doute de susciter davantage d'investissements, via un cadre fiscal adéquat. L'important, pour que la croissance soit durable, est qu'elle ne repose pas uniquement sur le poids du secteur public car celui-ci n'est pas extensible à l'infini, dans un contexte budgétaire contraint.

S'agissant de l'économie numérique, c'est également un levier – encore en friche mais solidement porteur – pour la Polynésie française, car elle est souvent de nature immatérielle et permet d'abolir les distances et les isolements, entre la Polynésie et les principaux marchés mondiaux, mais aussi entre les archipels de Polynésie. Depuis la mise en service en 2010 du câble sous-marin Honotua reliant Tahiti et Hawaii, la Polynésie française dispose d'une liaison par fibre optique permettant d'assurer la transmission d'une grande quantité d'informations sur de longues distances et à haut débit. La réalisation d'un second câble

sous-marin paraît aujourd'hui indispensable pour sécuriser l'actuelle connexion, tout en augmentant le trafic des données qui y transite, pour réduire son coût d'utilisation.

Celle d'un second câble domestique, pour desservir les Marquises et les Tuamotu, devrait réduire la fracture numérique dont souffrent aujourd'hui encore les archipels. Toutes ces questions s'inscrivent dans l'actualité récente, la Caisse des dépôts et consignations venant, début octobre, d'accorder une participation au financement du schéma directeur du numérique en Polynésie française. L'établissement de ce schéma, vous le savez, est un préalable à la mise en place du concours de l'Etat au financement du câble domestique.

Tous ces projets seront porteurs de croissance et d'avenir et doivent donc continuer à nous mobiliser tous : le Pays, qui a la compétence de principe et effectue les choix stratégiques, et l'État, qui peut jouer son rôle d'accompagnateur, notamment au plan financier et technique.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite que les échanges conduits lors des diverses conférences et des nombreux débats de ce forum soient fructueux.